



SciencesPo.

CERI
CNRS

LE MEXIQUE ET LE G20 LES DÉFIS DE L'INSERTION MEXICAINE AU SEIN D'UN CLUB DE GRANDES PUISSANCES

Mélanie Albaret

(Post-doctorante du CERI-Sciences Po)

À partir de novembre 2011, la présidence du G20 est confiée, pour la seconde fois seulement, à un pays dit émergent¹. Le choix du Mexique paraît cohérent au regard de son assiduité au sein des clubs élargis à partir du G7-8. Présent dans le G22 et le G33 à la fin des années 1990, le Mexique prend part, à compter de 1999, au groupe élargi des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales, dont l'une des réunions est organisée à Morelia (Mexique), en 2003. Aux côtés des membres du G7 et de l'Union européenne, il se joint à l'initiative pour la sécurité sanitaire mondiale, lancée en 2001. Ensuite, les rencontres G8 + G5 inaugurées en 2005 au Royaume-Uni permettent au pays d'être associé aux grandes puissances, avant d'être pleinement intégré, depuis 2008, aux sommets des chefs d'État du G20.

¹ Avant la présidence française, le G20 des chefs d'État s'est réuni à Washington (2008), à Londres (2009), à Pittsburgh (2009), à Toronto (2010) et à Séoul (2010). Si l'on considère que la Corée du Sud n'est plus un pays émergent, alors le Mexique est le premier État de cette catégorie à accueillir le G20.

L'entrée du Mexique dans un club de grandes puissances a de quoi étonner les familiers de la politique extérieure du pays. En effet, elle contraste avec la défiance historique de ce pays envers ce type de multilatéralisme. De sa proposition, à la Conférence de San Francisco de 1945, d'un Conseil de sécurité composé de six membres semi-permanents et d'un nombre égal de membres temporaires², à sa circonspection actuelle envers une augmentation du nombre de permanents dans ce même organe³, le Mexique s'est montré réticent, non pas vis-à-vis de la diplomatie de club en général⁴, mais, bien plus, à l'égard du « minilatéralisme » des plus puissants. Cette appréhension résulte tout autant de la volonté mexicaine d'utiliser le multilatéralisme comme un frein aux politiques de puissance que de son incertitude quant à sa possibilité de faire partie de ce club.

Malgré cette méfiance, les dirigeants mexicains qui, depuis les années 1990, aspiraient à améliorer le statut de leur pays dans la hiérarchie mondiale n'ont pu résister aux sirènes de la reconnaissance, par les plus puissants, du rôle international de leur État. Cependant, la diplomatie mexicaine paraît mal armée pour tirer profit de son insertion dans le cercle restreint du G20. Tandis que la participation au G20 permet à des États comme le Brésil ou l'Inde de jouer sur leur double inscription au Nord et au Sud⁵, le Mexique ne bénéficie pas d'une telle alternative. Au cours des années 1990, les dirigeants mexicains ont ainsi pensé que l'inclusion dans le « premier monde » n'était pas compatible avec leur engagement au sein du tiers-monde. L'adhésion du pays à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) l'ont conduit à abandonner les groupes diplomatiques qui rassemblent des pays du Sud, comme le G77 en 1994. En dépit de tentatives pour se rapprocher du Sud, le Mexique ne jouit plus, aujourd'hui, d'une crédibilité semblable à celle des pays émergents cités plus haut. De ce fait, sa seule présence dans le concert des nations les plus puissantes ne constitue pas une ressource pérenne. De la sorte, son appartenance au G20 le rapproche plus d'un joueur « connivent »⁶ que d'un acteur autonome et qui compte.

² *Documents de la Conférence des Nations unies sur l'organisation internationale, San Francisco, 1945*, New York et Londres, United Nations Information Organizations, 1945-1955 vol. IV, p. 220.

³ Le Mexique appartient au groupe *Unis pour le consensus* qui propose que le Conseil de sécurité soit composé de cinq membres permanents et de vingt non permanents, élus pour deux ans, immédiatement rééligibles ; cf. par exemple le projet de résolution A/59/L.68, 21 juillet 2005.

⁴ Le Mexique a appartenu ou appartient à des clubs tels que le G77, le Groupe de Contadora, le Groupe de Rio.

⁵ Le Brésil et l'Inde appartiennent aussi bien au G20, club de grandes puissances, qu'au G77 qui regroupe des pays du Sud.

⁶ « Le « connivent » est littéralement « celui qui rapproche ses paupières en signe de discrète approbation ou de volonté de ne pas voir » », Bertrand Badie, *La diplomatie de connivence. Les dérives oligarchiques du système international*, Paris, La Découverte, 2011, p. 35.

La présidence du G20 peut-elle contribuer à modifier cet état de fait ? À certains acteurs, notamment mexicains, elle apparaît comme une « opportunité »⁷. Pour le spectateur averti de la configuration mexicaine, elle semble beaucoup plus ambivalente. En effet, depuis fin 2006 et son arrivée au pouvoir, Felipe Calderón a opté pour le « profil bas » en matière de politique extérieure. Ce choix découle de la priorité accordée par son administration à la lutte contre le narcotrafic, ce qui entraîne un repli du pays sur sa situation intérieure. Il signale également une volonté d'apaisement, aussi bien à l'égard des pays avec lesquels les relations s'étaient tendues au cours du sexennat de Vicente Fox⁸, qu'envers une société mexicaine très polarisée. Or de par la visibilité et la médiatisation qu'elle implique et les contestations, notamment altermondialistes, qu'elle engendre, la présidence du G20 tranche avec une politique extérieure feutrée et devient une source potentielle de déséquilibres et de crispations. À cela s'ajoutent deux points importants : une conjoncture internationale compliquée (crise financière et économique mondiale qui est l'un des thèmes centraux de l'agenda du G20⁹) et une relation bilatérale mouvementée avec la France (affaire Florence Cassez, annulation de l'Année du Mexique en France) à laquelle le Mexique succède.

À la faveur de son insertion dans le G20, le Mexique a dépassé son malaise initial à l'égard du « minilatéralisme » des grandes puissances mais il doit désormais faire face à une nouvelle question : comment développer une stratégie d'autonomisation et d'affirmation de puissance moyenne à partir de cet engagement dans un club oligarchique ? En raison des contextes internationaux et nationaux, la présidence mexicaine du G20 apparaît moins comme une partie de la réponse que comme un défi complexe à relever.

⁷ Pour Agustín García-López Loaeza, représentant permanent du Mexique à l'OCDE, la présidence du G20 est une « énorme responsabilité et une opportunité », cité dans « México será el líder del G20 en el 2012, según la OCDE », *Excelsior*, 17 janvier 2011.

⁸ Les relations du Mexique avec Cuba et le Venezuela ont été tendues sous V. Fox.

⁹ Cf. la lettre envoyée par les gouvernements du Mexique, de l'Australie, du Canada, de la Corée du Sud, de l'Indonésie et du Royaume-Uni à Nicolas Sarkozy, reproduite dans *El Universal*, 22 septembre 2011.